



Déclaration au CSE du 19 octobre 2023

L'effroyable attaque meurtrière au lycée Gambetta d'Arras ce vendredi 13 octobre a plongé la communauté éducative dans l'effroi, la tristesse et l'émotion.

La CGT Éduc'action adresse à nouveau toutes ses pensées aux familles de toutes les victimes et à leurs proches, mais également aux personnels et aux élèves de l'établissement.

Trois ans après l'assassinat de notre collègue Samuel Paty et trois jours avant l'anniversaire de sa mort, la violence aveugle a encore frappé, faisant un mort et plusieurs blessés, plaçant ainsi toute la communauté éducative (et au-delà) dans un état de sidération. Notre collègue Dominique Bernard a été assassiné sur son lieu de travail en exerçant son métier, tout simplement.

Pour la CGT Éduc'action, l'École doit rester un lieu protégé de toute violence et de tout obscurantisme afin de garantir son rôle d'émancipation pour toutes et tous. Nous ne pouvons pas tolérer qu'on puisse mourir du seul fait de faire son travail.

La CGT Éduc'action rappelle qu'elle refuse que ce drame soit récupéré à des fins politiciennes et qu'il serve à la stigmatisation d'une partie de la population ou à imposer une politique réactionnaire, autoritaire et sécuritaire de l'Éducation.

Par ailleurs, si nous sommes en accord avec la nécessité de lutter contre le harcèlement scolaire, à l'évidence, nous restons très dubitatifs sur les mesures annoncées et les moyens mis en œuvre à la demande du ministère à travers le texte qui est soumis à notre avis aujourd'hui.

Lutter contre le harcèlement à l'École (et en dehors, car c'est un problème qui dépasse ce seul cadre), c'est permettre qu'elle joue pleinement son rôle d'éducation, par une vraie politique de prévention, en particulier contre les discriminations (racisme, sexisme, LGBTQUI phobies) qui en sont souvent la cause. C'est former l'ensemble des personnels au contact des élèves, à mieux repérer collectivement les situations de harcèlement et à y répondre. C'est faire en sorte, pour cela, que les équipes éducatives ne manquent plus de psychologues de l'Éducation nationale, de CPE, d'assistant-es d'éducation et de personnels sociaux et de santé, comme actuellement.

Enfin, lutter contre le harcèlement en milieu scolaire (phénomène grave et trop longtemps nié) mérite mieux qu'un plan de communication. Surtout, ce n'est définitivement pas faire « un exemple » à travers l'intervention de la police en plein milieu d'un cours pour cacher l'impuissance de l'institution !

À travers les deux situations évoquées dans cette déclaration et qui renvoient toutes deux à un drame inacceptable c'est avant tout le manque criant d'adultes dans les établissements qui s'avère le plus problématique.

Il est temps de prendre conscience que c'est en donnant, en premier lieu, les moyens humains en personnel que les établissements pourront retrouver de la sérénité et continuer à exercer les missions dans des conditions acceptables autant pour les personnels que pour les élèves accueilli-es. Il faut impérativement cesser de traiter l'École au seul prisme de résultats sur des tableaux Excel et des chiffres dans un budget. L'École c'est l'avenir de notre jeunesse, elle ne saurait être sacrifiée sur l'autel d'économies budgétaires en cette période d'austérité.